



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 20 juillet 2022

Textes

- Vladimir Monteiro, Porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-colonel Abdoul Aziz OUÉDRAOGO, porte-parole de la Force
- Casimir W. Nagalo, porte-parole de la composante Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Valentine Rugwabiza, procède ce mercredi matin à la remise d'un don en carburant au Ministère de la Santé et de la Population, durant une cérémonie en présence du Premier ministre et du ministre de la Santé.

Le don estimé à 50.000 litres de carburants est destiné à huit établissements de santé parmi lesquels le Laboratoire national, le Centre national de transfusion sanguine et cinq hôpitaux de Bangui. Nous vous donnerons plus de détails prochainement.

● Le Ministre de l'Education nationale, Aboubakar Moukadas-Noure, remercie chaleureusement la Représentante spéciale du Secrétaire général, Valentine Rugwabiza, et la MINUSCA, pour le soutien apporté à l'organisation des épreuves du Baccalauréat 2022.

Dans une correspondance à la Représentante spéciale en date du 18 juillet, le ministre a rappelé que 23879 jeunes centrafricains étaient inscrits aux épreuves du Baccalauréat, avant de citer les difficultés occasionnées par l'insécurité et l'état des routes comme étant des « défis insurmontables ». « *C'est grâce au soutien de la MINUSCA que nous avons pu surmonter et transporter les présidents de jury et les matériels dans les centres d'examen difficiles d'accès par voie routière* », écrit le ministre dans sa correspondance.

Le ministre de l'Education dit espérer « *pouvoir continuer à bénéficier du précieux soutien de la MINUSCA pour parachever l'organisation du Baccalauréat 2022 dont le second groupe est prévu pour être organisé le 12 août* ».

- La MINUSCA constate avec préoccupation une reprise de la désinformation relayée par certains organes de presse et les réseaux sociaux, qui cible certains de ses contingents.

La MINUSCA dénonce cette nouvelle tentative visant à dénigrer la mission et à créer un sentiment hostile envers son personnel. La Mission reste engagée à travailler avec les différents acteurs en Centrafrique pour combattre ce dangereux fléau, comme l'a d'ailleurs souligné le Secrétaire général des Nations Unies devant le Conseil de Sécurité, le 12 juillet dernier : « *la désinformation n'est pas seulement trompeuse, elle est dangereuse et potentiellement mortelle. Cela alimente la violence mortelle contre notre personnel et nos partenaires. Il transforme notre drapeau bleu de symbole de sécurité en une cible d'attaque* ».

La MINUSCA continuera d'exécuter pleinement son mandat en appui aux autorités et au peuple centrafricains dans leur marche vers la paix et la stabilité durables.

- La situation sécuritaire dans la ville de Birao est globalement calme et la confiance de retour au sein de la population, après des rumeurs d'attaque de la ville de Birao les 16 ou 17 juillet dernier, par des Arabes Misseriya armés en provenance d'Am-Dafock (65 km au nord-est de Birao).

Suite à une alerte, la MINUSCA a immédiatement mis en place des mesures urgentes et actions robustes par le renforcement des dispositifs de la Force pour la protection des civils. Par ailleurs, une réunion de crise co-dirigée par le préfet de la Vakaga et le Chef du Bureau de la MINUSCA s'est tenue, en présence des commandants d'unité FACA et Forces de Sécurité intérieure (FSI). A l'issue de la réunion, les autorités préfectorales ont instauré un couvre-feu dans la ville de 20h à 04h du matin, tandis que le préfet a rencontré les leaders communautaires, les chefs de quartiers et des villages pour discuter avec eux l'applicabilité de la mesure.

Les points d'action prévoient aussi le renforcement des patrouilles conjointes FACA – Force MINUSCA à Birao et ses environs, ainsi que des missions de prospection, démonstration de la force, reconnaissance et survols des villages de Dangore, Takadja, Takamaka, Terfele et Madja, où les éléments armés sont soupçonnés d'être installés.

DDR/CVR

- Les 327 bénéficiaires du programme de réduction de violence communautaire (CVR) de Bossangoa-centre, dont 83 femmes ont reçu des kits d'insertion pour leur permettre de s'organiser en associations et lancer des activités génératrices de revenus. La remise des kits fait suite à des formations en menuiserie, maçonnerie, fonderie, boulangerie, couture et coiffure.

Lors de la cérémonie, le 13 juillet, le préfet de l'Ouham a remercié la MINUSCA et les agences des Nations Unies pour leur soutien constant au peuple centrafricain et souligné les centaines de millions de francs investis par le programme CVR.

DROITS DE L'HOMME

- Durant la période entre le 5 juillet au 19 juillet, la Division des droits de l'homme (DDH) de la MINUSCA a documenté et vérifié 40 incidents, représentant 46 violations et abus des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ayant affecté 148 victimes (86 hommes, 19 femmes, deux garçons, 33 victimes non identifiées et trois mineurs non identifiés pour lesquels le genre n'était pas indiqué, et cinq groupes de victimes collectives). S'y ajoutent huit allégations d'incidents, représentant 10 violations et ayant affecté 18 victimes, sur lesquelles la DDH continue d'enquêter.

Le nombre d'incidents, de violations et de victimes confirmés a augmenté au cours de ces deux dernières semaines. Ceci s'explique par l'augmentation des activités de monitoring, d'investigation et d'évaluation des risques dans la préfecture de Vakaga, suite aux allégations d'abus des droits de l'homme commis par l'UPC affiliée à la CPC.

Les groupes armés signataires de *l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République Centrafricaine* (APPR-RCA) ont été responsables de la majeure partie des incidents (58%) et des violations (59%). Cependant, les acteurs étatiques ont été responsables d'un plus grand nombre de victimes (55%).

La préfecture de Vakaga a été la plus touchée par les incidents de violations et d'abus des droits de l'homme et du droit international humanitaire ainsi que par le nombre de victimes.

- Au cours de la première quinzaine de juillet, la DDH a organisé et financé des ateliers de formation et de réflexion, notamment sur les questions des droits de l'homme dans un contexte électoral, et les violences sexuelles liées aux conflits, les techniques de documentation, observation et reporting des violations. Ces ateliers

ont eu lieu dans les préfectures Nana-Grébizi, Haute-Kotto, Bamingui-Bangoran, et Ouham-Pendé.

La DDH a aussi organisé, conjointement avec le Forum local des droits de l'homme, la Police des Nations Unies (UNPOL) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés, une vaste campagne de sensibilisation dans la ville de Paoua sur la lutte contre la justice populaire sur les personnes soupçonnées de pratiques de sorcellerie et de charlatanisme.

En outre, la DDH a effectué le monitoring dans 10 centres et lieux de détention dans quelques préfectures et villes comme Ndélé, Bangassou, Kaga-Bandoro et Bangui.

JUSTICE ET AFFAIRES PENITENTIAIRES

- La Journée Internationale Nelson Mandela, le 18 juillet, a été commémorée dans plusieurs prisons centrafricaines à travers des activités de promotion des droits et devoirs des détenus. La célébration de cette journée dans les prisons permet de sensibiliser l'opinion au fait que les détenus continuent de faire partie de la société, ainsi qu'à reconnaître l'importance particulière du travail accompli par le personnel pénitentiaire.

Les activités ont notamment eu lieu à Bangui, dans les prisons de Ngaragba et Camp De Roux, Bimbo, Paoua, Kaga-Bandoro et Bambari.

BUREAUX RÉGIONAUX

- Quelques 500 personnes ont pris part le 10 juillet, à une séance de réconciliation entre les communautés d'éleveurs Fulani et agriculteurs Banda à Mbroutchou (PK 27 à l'Est, axe Ippy-Bria), organisée par les autorités locales et la MINUSCA. La Mission en a profité pour sensibiliser sur la prévention et la gestion pacifique des conflits par le dialogue et la tolérance. Les autorités locales ont salué l'implication de la MINUSCA et recommandé l'extension de cette activité dans la commune de Gbaidou Ngoumbrou, et sur tous les axes touchés par les conflits intercommunautaires.

- Le 15 juillet, le bureau de la MINUSCA à Berberati a officiellement remis aux autorités, le bâtiment réhabilité de la mairie de Nandobo (50 km sur l'axe Carnot), dans la sous-préfecture de Berberati. Ce projet destiné à appuyer l'extension et à la restauration de l'autorité de l'Etat et les prochaines élections locales, a bénéficié d'un montant de 12.987.322 francs.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire cette semaine a été calme. La présence déterminante de la Force de la MINUSCA dans plusieurs zones du territoire centrafricain, ainsi que les actions entreprises ont permis de sécuriser les populations civiles et d'expulser les groupes armés. A l'Est l'opération de domination de zone que mène la Force depuis 2 mois se poursuit, avec des actions combinées des unités sur le terrain et de l'aviation de la MINUSCA. Malgré l'impraticabilité des routes, laquelle s'est accrue avec la saison des pluies, les casques bleus poursuivent avec détermination et engagement leur missions dans le cadre du mandat.

La semaine écoulée, les unités de la Force ont effectué un total de 1.191 patrouilles sur toute l'étendue du territoire. Celles-ci se déclinent en patrouilles de combat, patrouilles de sécurisation et patrouilles de reconnaissance.

A Bangui, les unités de la Force conjointe, ont mené 299 patrouilles dans la ville et ses alentours, en coordination avec les forces de sécurité intérieure afin de couvrir et de sécuriser la zone la plus étendue possible. Ces opérations ont permis d'assurer une libre circulation des personnes et des biens.

Dans la zone Est, la situation sécuritaire s'est nettement améliorée, grâce aux multiples actions menées par les différents contingents. Les casques bleus effectuent des patrouilles robustes dans les localités de Ouanda-Djalle, Nzako et Bakouma, assurant une présence de la MINUSCA afin de protéger les populations civiles. Les casques bleus marocains, zambiens, rwandais et srilankais continuent la domination de ces zones. Une escorte a été assurée au profit du Programme Alimentaire Mondial, permettant ainsi de porter une assistance humanitaire indispensable aux populations.

Dans la partie Ouest, on note une augmentation des actes de criminalité. Le 16 juillet, des éléments 3R ont kidnappé un civil à Dongabyke, sur l'axe de Besson, avant de le relâcher plus tard dans la nuit. Le 17 juillet, des éléments armés ont braqué des commerçants dans le village de KADANGA. Mis à mal par les actions conjuguées de la MINUSCA et des FACA, les groupes armés en manque de ressource s'en remettent aux braquages et aux extorsions afin de survivre. Les casques bleus ont assuré des escortes spéciales de convois et ont fourni la sécurité à diverses agences sur l'axe Bossangoa-Nangha Boguila.

Dans la région Centre, la présence d'éléments armés a été signalée dans les localités de Bedane et Nzelete, et sur l'axe Alindao-Mingala. Aussitôt, la Force a dépêché des patrouilles robustes dans le but d'empêcher toute action contre les

populations. La situation sécuritaire est calme à Dimbi et Kembé. Des rumeurs d'attaques avaient créé la psychose au sein de la population, entraînant des déplacements de personnes. Les casques bleus mauritaniens ont été envoyés en patrouille afin d'assurer la protection des civils. Depuis, la quiétude y règne, et les populations qui avaient fui ont regagné leurs maisons.

La Force dénonce la campagne de désinformation orchestrée contre ses unités alors que celles-ci sont engagées dans leur mission de protection des civils. La MINUSCA rappelle que les actions décisives des casques bleus les semaines écoulées ont permis ramener la quiétude et le retour de personnes déplacées dans certaines localités. Elle rassure les populations quant à sa détermination à exécuter son mandat.

A Bokolobo, la sérénité est de retour, et les soldats de la paix népalais et bangladais continuent de quadriller la zone.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Le 14 juillet, le Chef de la Composante Police de la MINUSCA, le Commissaire de Police Christophe Bizimungu a fait une communication sur « La prévention de la Justice Populaire et des détentions injustes sur base d'accusations infondées de sorcellerie » au cours d'un atelier de sensibilisation des acteurs de la justice sur la protection des femmes contre les violences en lien avec les accusations de pratiques de la sorcellerie, organisé par ONU FEMMES à Bangui.

Le Chef de la Composante Police a mis l'accent sur le côté néfaste et discriminatoire de ces accusations qui visent surtout les femmes et les enfants dont la majorité sont des victimes innocentes. Il est ressorti que ces accusations aboutissent parfois à des détentions très longues sans preuve de culpabilité. Pour lutter contre ce phénomène, le Chef de la Composante Police a fait ressortir avec des statistiques à l'appui, les actions menées par UNPOL dans ce sens, notamment, la campagne de sensibilisation lancée courant janvier 2022 et qui vise la prévention des vindictes populaires des personnes accusées de sorcellerie, la protection et le suivi des victimes ainsi que les détentions illégales liées à la sorcellerie.

Le 14 juillet, un homme âgé de 55 ans accusé de pratiques de charlatanisme et de sorcellerie a été sauvé d'un lynchage par UNPOL appuyé des Forces de Sécurité Intérieure à Paoua dans la préfecture de l'Ouham-Pendé. L'individu a été mis à la

disposition de la brigade de gendarmerie de Paoua où une enquête est ouverte avec l'assistance technique d'UNPOL.

Le 18 juillet a eu lieu, au commissariat de police de Paoua, la cérémonie de remise officielle des ouvrages des projets de sécurisation du Commissariat de Police et des fournitures et consommables de bureau, d'alimentation électrique par les panneaux solaires du Commissariat de Police et de la Brigade de Gendarmerie de Paoua. Ce projet à impact rapide est estimé à 23.000.000 francs CFA.

Le 15 juillet 2022, la composante police de la MINUSCA a procédé à la remise officielle d'équipements de bureau à la direction des ressources humaines de la police à Bangui, pour un montant de 8.349.000 francs FCFA.

Les deux actions sont inscrites dans le mandat et prévues dans la mission d'appui d'UNPOL aux Forces de Sécurité Intérieure pour l'amélioration des conditions de travail et contribue directement à l'atteinte des objectifs stratégiques du Plan de Renforcement des Capacités et de Développement (PRCD) des FSI.

Le 13 juillet 2022 la composante police de la MINUSCA a procédé à la remise officielle des ouvrages de sécurisation de l'école nationale de la police centrafricaine. Financé sur les fonds programmatiques 2021-2022 pour un coût global de 40.136.431 francs CFA, ce projet avec réalisation de miradors et de parking permettra de garder, de surveiller, de maintenir les élèves dans les différentes séquences de formation et d'améliorer également les conditions de travail du personnel d'encadrement de ladite école.

EN APPUI OPERATIONNEL

L'équipe spécialisée de l'unité de police constituée Indonésienne 1 basée à Bangui est en mouvement vers Bakouma pour mener une opération conjointe avec la Force d'intervention Rapide (QRF) portugaise. Cette action vise la protection de la population civile. La SWAT qui a quitté Bangui par la route depuis le 1er juillet continue sa progression malgré l'état difficile de la route.

Le 18 juillet, l'unité de police constituée sénégalaise (SEN-FPU 3) a effectué avec le contingent pakistanais et des observateurs militaires une patrouille conjointe sur l'axe Bouca. Cette patrouille a permis un retour au calme et la population vaque librement à ses occupations.

Le 13 juillet, UNPOL a assuré la couverture sécuritaire de la cérémonie de remise de kits à 327 bénéficiaires du programme de réduction de la violence communautaire CVR5 de Bossangoa/Préfecture Ouham, placée sous la coprésidence du préfet et de madame la cheffe de Bureau de Bossangoa en présence des personnels de la MINUSCA, des agences du Système des Nations Unies, du maire, des notabilités et d'une foule nombreuse.

Le 13 juillet, à Birao, UNPOL a assuré la couverture sécuritaire et le transport de la livraison, par des membres d'une organisation humanitaire et les ONGs, de 17916 kg de produits alimentaires et non alimentaires, y compris des médicaments, à Ouanda-Djallé à 175 km au sud de Birao dans la préfecture de Vakaga.

Les états-majors intégrés de la MINUSCA, à travers les unités de police constituées et les officiers de police individuels conjointement avec leurs homologues des FSI continuent les patrouilles dans les carrefours, artères et points stratégiques de la ville de Bangui et en régions. Au cours du weekend dernier, des UNPOL et les FSI ont sécurisé les lieux de culte de leurs différents secteurs de compétence à Bangui.

UNPOL a exhorté les responsables religieux à sensibiliser les fidèles à se plaindre des cas de viol/violences basées sur le genre devant les FSI ou à UMIRR, à utiliser la ligne 1325 pour dénoncer les infractions et à éviter les vindictes populaires, surtout celles motivées par des accusations de sorcellerie.

En mentorat et monitoring, les officiers des Nations Unies se sont entretenus avec leurs homologues centrafricains sur différents thèmes tels que : « le procès-verbal de transport sur les lieux et de constats », « les droits des personnes gardées à vue », « les droits d'un prévenu » et « la différence entre le vol, l'escroquerie et l'abus de confiance ».

© SCPI 2022